

La « guerre à la terreur » est-elle la « mère de toutes les guerres » ?

Alain Chouet, ancien chef du Service de Renseignement de Sécurité à la DGSE

Déclarée par l'Amérique dès le 12 septembre 2001, la « guerre mondiale contre la terreur » (*Global War on Terror – WOT*) dure maintenant depuis cinq ans, soit à peu près autant que chacune des deux guerres mondiales qui ont stigmatisé le XX^{ème} siècle. Mais, à la différence de ces dernières dont on entrevoyait l'issue dès le début de leur cinquième année, cette guerre actuelle semble ne pas avoir de fin. Jalonnée de succès éphémères et incertains, de catastrophes imprévisibles et inattendues, de dégâts collatéraux, d'interrogations tactiques, stratégiques et morales, s'exerçant contre un ennemi insaisissable qui semble tirer parti aussi bien de ses succès que de ses échecs, elle s'enlise dans une confrontation douteuse où l'on ne sait plus trop de quel côté est un « bon droit » qui était pourtant évident au lendemain du 11 septembre. Tombée dans le piège classique du terrorisme qui consiste à amener l'adversaire à frapper sans discernement, l'Amérique, victime de l'agression initiale, se pare peu à peu de l'uniforme du tortionnaire. Elle entraîne dans son sillage des alliés occidentaux bien incapables de résister à ses initiatives ou de proposer des solutions alternatives, « embarqués » bon gré mal gré pour une croisade parfaitement contre-productive, facteur multiplicateur de violence qui dresse le monde musulman contre l'Occident, fournit des troupes au djihad, élève des murs d'incompréhension et de haine. C'était d'ailleurs là sans doute l'un des objectifs prioritaires des promoteurs du 11/09.

Mais, en marge de ce conflit incertain et apparemment sans fin, les Etats Unis ont en cinq ans conforté leur position d'hyper puissance mondiale. Au nom d'une guerre « juste », ils dictent leurs lois, règlements et procédures à tous ceux, alliés, indifférents ou adversaires qui seraient désignés complices du terrorisme s'ils en refusaient l'application. Bouleversant un ordre mondial qu'ils ont pourtant contribué à créer en 1945, ils marginalisent les instances internationales, comme l'ONU jugée trop « neutre », au profit d'instances régionales ou mondiales qu'ils dominent sans partage comme l'OTAN ou le G8. Enfin, conséquence du « scandale géologique » qui a placé les trois quarts du pétrole de la planète en terre d'Islam, l'Amérique de George Bush et de son équipe de pétroliers texans se retrouve en position – au nom d'une lutte nécessaire contre le terrorisme d'inspiration islamique – d'y intervenir à tout moment, d'y faire pression sur les autorités locales, de contrôler étroitement le marché et de maximiser les revenus des majors américaines. Les bénéfices politiques, diplomatiques, économiques et commerciaux que les Etats Unis retirent de cette conjoncture sont tels qu'il n'a évidemment pas manqué d'adeptes des explications conspiratoires de l'histoire pour soupçonner Washington d'avoir suscité, ou au moins laissé faire, le cataclysme du 11 septembre pour en recueillir les fruits. On avait de même soupçonné F.D.Roosevelt d'avoir laissé faire Pearl Harbor pour convaincre un Congrès réticent d'entrer en guerre. Ce soupçon est évidemment injuste et injustifié. Mais l'Amérique, ayant payé le prix du sang, peut se dire que c'est à bon droit qu'elle engrange les bénéfices de sa réaction à la violence même si c'est au prix d'une guerre sans fin hors de son territoire. Cette rente de situation est cependant fragile car elle est reposée sur une pseudo-guerre sans limite ni terme, menée sans résultat convaincant contre un adversaire insaisissable mais toujours renouvelé, selon des stratégies peu lisibles mais largement émaillées de « bavures » qui découragent les alliés de l'Amérique et renforcent le potentiel de haine de ses adversaires.

Erreurs conceptuelles

De fait, la « guerre à la terreur » est mal engagée depuis le début parce qu'elle a été déclarée sur la base de trois erreurs conceptuelles majeures. La première erreur a été de considérer que les attentats du 11 septembre marquaient le début d'une offensive mondiale du

terrorisme islamique, d'une ère nouvelle de violence dans les relations nord-sud, parce que, pour la première fois, l'Amérique avait été durement frappée sur son propre sol. Il n'en était rien, pas plus que Pearl Harbor n'a été le début de la seconde guerre mondiale. Ces attentats s'inscrivaient dans une continuité d'action entamée par les extrémistes islamistes dès les années 80 pour tenter de couper le monde musulman du reste de la planète afin d'être en mesure d'y prendre le pouvoir sans s'exposer à des interventions extérieures. L'absence de prise en compte de cette continuité a naturellement conduit à une riposte indistincte et à l'établissement d'une sorte de loi permanente des suspects pesant sur l'ensemble du monde musulman qui est pourtant la première victime de la violence fondamentaliste. Elle a également conduit à ignorer le passé, la personnalité et la méthodologie de l'adversaire, donc à élargir la cible et approfondir le champ d'affrontement très au delà de leurs dimensions objectives.

La seconde erreur a été de déclarer la « guerre à la terreur », ce qui est à peu près aussi peu pertinent que de déclarer la guerre à la méchanceté ou à la colère. Et il ne s'agit pas là d'une simple ratiocination sémantique. Car en déclarant la guerre à l'abstraction inquantifiable qu'est la terreur, en privilégiant l'acte par rapport à ses auteurs, on perd de vue que la terreur est le fait de terroristes, c'est à dire de personnes qui ont un passé, une histoire, des motivations, des moyens, des réseaux de solidarité ou de connivence. Cette erreur a conduit la machine sécuritaire américaine à mythifier ses adversaires et à s'engager dans le piège classique tendu par tous les terroristes qui consiste à amener l'ennemi à frapper indistinctement et de façon disproportionnée, à alimenter le cycle vicieux de la répression et de la violence. Enfin, déclarer la guerre à une abstraction ne permet pas de fixer les « buts de guerre » indispensables au bon fonctionnement de toute organisation militaire qui doit déterminer ses objectifs. S'agissait-il d'éradiquer et punir Ben Laden et la Qaïda ? D'abattre tel ou tel régime supposé soutien du terrorisme et, dans ce cas, hormis l'évidence du régime Taliban, sur quelles bases et sur quelles preuves ? De réduire l'influence du fondamentalisme islamique, mais comment ? De « démocratiser » les pays musulmans, mais lesquels et avec quelle légitimité ? De remodeler le « Grand Moyen Orient », mais pourquoi et au profit de qui ? etc. Aucun de ces points n'ayant jamais été précisé dans l'urgence de la riposte, la porte s'est trouvée ouverte à toutes les improvisations et toutes les dérives.

La troisième erreur a été de privilégier une réplique presque exclusivement militaire par moyens lourds. Même si les attentats du 11/09 peuvent être ressentis comme une déclaration de guerre – ce qu'ils n'étaient d'ailleurs pas puisque l'offensive fondamentaliste contre l'Occident a commencé dans les années 80 – ils constituaient avant tout un acte de nature criminelle, commis en bande par un petit groupe d'asociaux. Il aurait été dès lors fondamental de réfléchir à une réponse multiforme, pluridisciplinaire, à la fois au défi lancé qui ne pouvait évidemment rester impuni, mais aussi à ses conséquences psychologiques et socio-politiques. Car, dans la logique terroriste qui est celle des djihadistes, l'acte violent n'est pas une fin en soi et son succès ne tient qu'accessoirement à sa réussite. Une action terroriste, qui s'analyse toujours en une stratégie du faible au fort, n'est vraiment réussie, quelle que soit son ampleur, que si elle provoque une réaction disproportionnée et inadaptée de la part de l'adversaire. C'est à l'aune de cette réaction que la mouvance terroriste acquiert son importance et son audience. Mobiliser contre le groupe Ben Laden tous les moyens de la plus puissante armée du monde revient à donner de sa capacité de nuisance, de sa représentativité et de son importance, une image sans commune mesure avec la réalité. Enfin, la vocation des militaires est d'anéantir sabre au clair un objectif désigné sans se préoccuper de considérations annexes qui sont du ressort des politiques. On ne saurait leur reprocher. Mais leur déléguer la gestion exclusive d'une situation où s'entremêlent – parfois de façon fantasmagorique – les problématiques éthiques, diplomatiques, politiques, économiques et sociales les plus complexes d'une région particulièrement troublée dans ses rapports internes et dans ses rapports avec l'Occident ne peut conduire qu'aux « dégâts collatéraux » les plus durables.

Sur le plan méthodologique, le cumul de ces trois erreurs a conduit l'ensemble de la mécanique sécuritaire occidentale à s'interroger – et à tenter d'y répondre – sur le fait de savoir « comment » les attentats du 11/09 s'étaient produits plutôt que d'essayer de savoir « pourquoi »,

ce qui aurait été beaucoup plus pertinent et opératoire mais aurait demandé de la réflexion et du temps. Il est vrai que l'opinion publique américaine, légitimement émue par l'ampleur de l'attaque, demandait d'urgence des comptes et qu'il fallait bien lui en rendre. Mais la réponse à la question de savoir « comment », même si on la trouve, ne fournit que très peu d'éléments de solution opératoire au problème général car il est rare que des opérations terroristes se déroulent deux fois de la même façon, au même endroit, et suivant le même scénario. C'est d'autant plus vrai dans le cas d'espèce que le raisonnement sur le « comment » a été immédiatement pollué par la démesure inusitée de l'action terroriste.

L'horreur du coup porté a été trop forte, la remise en cause du système de défense occidental trop profonde, pour que les États Unis admettent qu'ils avaient été victimes d'un groupuscule de psychopathes à peine mieux organisés que ceux qui prennent habituellement pour cibles les touristes occidentaux ou les ambassades US dans les pays musulmans. Aux yeux des responsables américains, une organisation capable de tels exploits ne pouvait être qu'une entité planétaire disposant de capacités conventionnelles et non-conventionnelles ultrasophistiquées et quasi-illimitées.

Aux experts qui émettaient alors des doutes sur ces capacités en se basant sur leur expérience des mouvements islamistes violents actifs depuis l'assassinat du Président Sadate, les politiques répondaient qu'il n'était pas possible au nom du consensus autour de l'horreur et du principe de précaution de ne pas crier au loup. Les relais de presse américains puis européens ont alors décrit avec grand luxe de détails les réserves nucléaires, bactériologiques et chimiques de Ben Laden, son complexe de commandement localisé dans le massif afghan de Tora Bora qui n'aurait rien eu à envier au PC du Strategic Air Command. Une attaque au bacille d'anthrax aux États Unis, dont on découvrira par la suite l'origine locale, a été immédiatement attribuée à la Qaïda dont la presse, se faisant l'écho du directeur de la CIA, n'hésitait pas à annoncer la prochaine offensive - peut être nucléaire - pour Thanksgiving, puis pour Noël, le jour de l'an ou le prochain 4 juillet. Il n'est pas jusqu'à un accident industriel dans une banlieue de Toulouse en France où on n'ait recherché son empreinte. La réalité se révélera, on le sait, toute autre après le nettoyage de la zone refuge de l'organisation en Afghanistan qui montrera une implantation plus que rustique, des capacités militaires sommaires, des capacités non-conventionnelles inexistantes et conduira à la mise en détention à Guantanamo d'un demi millier de militants pro-Talibans égarés, abandonnés, ignorant à peu près tout de la Qaïda, tandis que le chef des Talibans s'enfuira en motocyclette...

Effet miroir

La chute du régime des fondamentalistes afghans et la disparition de la « zone grise » où ils donnaient un asile territorial et une base opérationnelle aux djihadistes étaient certes indispensables. Mais les constatations de terrain quant à la capacité opérationnelle réelle des terroristes islamiques auraient logiquement dû amener l'appareil sécuritaire américain à repenser sa stratégie pour mieux l'adapter à une menace plus criminelle que militaire. Il n'en a rien été. Poursuivant leur quête du « comment », les services américains ont conclu que si la Qaïda ne disposait pas en propre de capacités opérationnelles planétaires susceptibles d'expliquer l'ampleur des attentats du 11/09, c'est qu'elle devait les emprunter à une organisation ou à une puissance régionale capable de les lui fournir et qu'il fallait absolument détruire. Pour des raisons sur lesquelles il n'y a pas lieu de s'étendre ici, le sort est tombé sur l'Irak, mouton noir du Moyen Orient aux yeux des États Unis et de la communauté internationale depuis la première guerre du Golfe. Pour qui connaît un peu le monde arabe et musulman, l'hypothèse d'une connivence entre Saddam Hussein et les islamistes violents était des plus farfelues, malgré les affirmations péremptoires de la diplomatie et des services américains. La suite des événements l'a prouvé en démontrant l'inexistence de liens entre le régime irakien et Ben Laden ainsi que l'impossibilité dans laquelle ce régime aurait été de fournir des armes de destruction massive à l'organisation terroriste puisqu'il n'en disposait pas pour lui-même. Il ne fait évidemment pas de doute que, pour paraphraser le Président Bush, « le monde est meilleur sans Saddam Hussein » -

et il serait sans doute encore meilleur sans quelques autres régimes autoritaires ou intolérants de la région – mais, en matière de terrorisme et de violence politique, le monde n'est pas plus sûr depuis l'intervention américaine en Irak, bien au contraire.

En déployant l'ensemble de leur arsenal militaire et sécuritaire, en mobilisant – au besoin sous la pression – l'ensemble de leurs alliés et vassaux, en proclamant une « guerre mondiale », les Etats Unis ont largement contribué par effet miroir à donner à leur ennemi une aura et une dimension planétaire qu'il n'avait absolument pas. Toutes les recherches effectuées avant ou après le 11/09 démontrent que l'organisation de Ben Laden ne comportait que quelques centaines de personnes, issues à peu près à parts égales de volontaires internationaux en déshérence de la résistance afghane à l'occupation soviétique et de militants proscrits de diverses cellules de la Confrérie des Frères Musulmans en Egypte et quelques autres pays du Moyen Orient. On peut en trouver les portraits détaillés dans l'excellente étude de Marc Sageman « Understanding terror networks ». C'étaient, certes, des fanatiques psychopathes, mais leur ensemble tenait plus de la Cour des Miracles que du repaire du Docteur No.

Car, pour spectaculaires qu'ils aient été, les attentats du 11 septembre ne constituent pas une opération très sophistiquée ni très coûteuse. Leur originalité est d'avoir été perpétrés par des civils non armés et non professionnels de la violence. Leur succès a été assuré essentiellement par la détermination kamikaze de leurs auteurs et accessoirement par le laxisme sécuritaire qui régnait alors dans la gestion des vols intérieurs américains. C'est parce qu'ils avaient pris pour cible l'hyper puissance mondiale et ses symboles les plus voyants que l'on a qualifié ces attentats de manifestation d'un « hyper terrorisme » mondial. Cette manifestation d'orgueil blessé plutôt que de logique clinique a eu pour conséquence immédiate de renforcer le courant djihadiste salafiste au delà de toute raison. Bien que réduite à peu de chose et contrainte à l'isolement clandestin du fait de l'intervention militaire occidentale en Afghanistan, l'organisation de Ben Laden a été adoubee de façon mythique par l'ampleur démesurée et inadaptée de la réaction américaine et, par voie de conséquence, elle a fait des petits.

Dans l'inconscient collectif de tous les contestataires du tiers monde et en particulier du monde musulman, la « méthode Ben Laden » a fait ses preuves puisqu'elle a contraint l'Amérique à engager toutes ses forces dans la bataille sans pour autant afficher de résultat décisif et sans mettre fin à un cycle de violence qui se manifeste de façon spectaculaire ici ou là au moins deux ou trois fois par an. Il convient donc à tout activiste de lui emprunter son discours et ses modes d'action. Tout contestataire musulman, où qu'il soit et quelles que soient par ailleurs ses motivations ou ses convictions, devra désormais afficher sa proximité idéologique, voire personnelle, avec l'organisation mythique et emprunter les mots et les voies de la violence djihadiste s'il veut être reconnu par les uns et les autres et s'il veut que son message soit « lisible » et entendu. C'est ainsi que la contestation politique de l'establishment musulman en Indonésie, l'irrédentisme kashmiri en Inde, les clivages ethniques au Pakistan, le malaise social des déshérités marocains, les difficultés d'intégration des minorités immigrées en Europe – tous phénomènes n'ayant rien à voir entre eux, ni au niveau des problématiques ni au niveau des personnes – se traduisent aujourd'hui par des manifestations de violence politique qui empruntent à la Qaïda son langage et son drapeau.

Parallèlement, tous les régimes de pays musulmans en butte à une contestation politique, sociale ou économique ont découvert tout l'intérêt qu'il y avait à faire passer leurs opposants pour des adeptes de la Qaïda et des zélés du djihad ; c'est le plus sûr moyen de déconsidérer leurs adversaires, de les couper de toute audience internationale et, dans la plupart des cas, d'obtenir une assistance sécuritaire, voire financière, des Etats Unis et de l'Occident. Le paradigme de cette stratégie cousue de fil blanc est perceptible en Tchétchénie, mais on en trouve également la manifestation dans tous les pays d'Asie Centrale ainsi que dans plusieurs pays arabes.

La conjugaison de ces deux types de démarches a effectivement contribué en cinq ans à fabriquer une véritable machine de guerre fondamentaliste planétaire là où ne s'exprimaient auparavant que des groupuscules dispersés et non coordonnés des Jamaa Islamiyyah, aile extrémiste violente de la Confrérie des Frères Musulmans, eux mêmes en perte d'influence à la

fin des années 90 mais qui ont retrouvé par ce biais une réelle audience comme en témoignent leurs récents succès politiques dans différents pays arabes et l'extension de leur emprise sectaire sur les communautés émigrées en Occident.

Une guerre « simple » génératrice de confusion

A force de vouloir trouver des terroristes là où ils ne sont pas, de désigner un « axe du mal » cohérent là où ne se conjuguent que des menaces hétéroclites, il est clair que l'on indique à l'adversaire quelle posture il doit adopter pour être crédible et reconnu. Et c'est au centre du monde arabe que la subordination de toute la politique extérieure américaine aux impératifs et aux procédures de la « guerre à la terreur » produit ses effets les plus dévastateurs et a contribué à valoriser, parfois même à introduire, le langage et les pratiques du terrorisme islamique. Le Moyen Orient est un ensemble complexe de minorités religieuses, linguistiques, culturelles qui se sentent menacées, souvent à juste raison. La gestion américaine de la transition irakienne après Saddam Hussein ramène sur le devant de la scène une approche communautaire des problèmes régionaux que le panarabisme de Nasser ou le pseudo-laïcisme du Baas irakien ou syrien et des organisations gauchistes palestiniennes avaient plus ou moins occultée.

La menace qui pèse aujourd'hui sur la minorité sunnite d'Irak, sur la minorité alaouite de Syrie, sur les minorités chrétienne, druze et chiite du Liban, ne peuvent que conduire ces communautés à des réflexes d'auto-défense violents. On ne peut instaurer brutalement une démocratie à l'Occidentale fondée sur le principe « *one man-one vote* » dans des sociétés dont le fondement est l'appartenance collective à une entité communautaire. Ou alors il faut prévoir des mécanismes de protection des minorités, faute de quoi c'est la communauté majoritaire qui accapare tout le pouvoir et les richesses. Le réflexe des sunnites d'Irak est aujourd'hui de se défendre contre une omnipotence annoncée de la communauté chiite de ce pays. Mais pour donner à leur résistance une audience élargie et obtenir le soutien militaire et politique de leurs « frères » sunnites dans le reste du monde, il leur faut inscrire leur lutte dans un contexte plus vaste, international, planétaire qui est, de fait, celui du djihadisme salafiste, seul à s'être montré capable de blesser et d'humilier l'Amérique. Qui se soucierait d'eux autrement ? C'est ainsi que Abou Moussaab al-Zerkawi, qui n'était pas Irakien et n'était qu'un petit chef de bande en disgrâce de la Qaïda avant l'intervention américaine en Irak est devenu le « Robin des Bois » irakien et que la cause des sunnites d'Irak peut espérer un soutien international, y compris chez les apprentis djihadistes européens en mal d'aventures.

Des scénarios identiques - déjà à l'œuvre en Somalie où la piteuse intervention américaine a brisé sans les remplacer tous les cadres sociétaux - sont perceptibles en Syrie, au Liban, au Pakistan et bien sûr en Palestine. Si la victoire du Hamas est largement due à l'incapacité du Fatah d'assurer sa transition de mouvement de libération en organisation de gouvernement, elle doit aussi beaucoup à l'image d'une violence politique fondamentaliste perçue comme seule susceptible de « faire bouger » l'Amérique et l'Occident, de les obliger à s'intéresser au problème, de sortir d'un face à face inégal avec Israël. Or la centralité des problématiques palestiniennes dans l'imaginaire collectif arabe et musulman est telle qu'elle a valeur d'exemple et de modèle. Le Hamas est incontestablement un mouvement terroriste, violent et rétrograde, rétif à toute forme de négociation car il n'existe qu'à travers sa capacité de nuisance. Si certains de ses responsables s'engagent par réalisme dans la voie du compromis, ils susciteront une minorité de dépassement qui ruinera leurs efforts par une surenchère à la violence qui sera considérée comme d'autant plus légitime en terre d'Islam qu'elle est considérée de façon obsessionnelle par les Etats Unis, principal soutien d'Israël.

De fait, l'un des effets majeurs de la « guerre globale à la terreur » est d'avoir globalisé, c'est à dire relié entre elles, des problématiques politiques, économiques et sociales totalement étrangères les unes aux autres et, partant, de les rendre pratiquement insolubles faute de pouvoir les traiter au cas par cas. En désignant un « axe du mal » mêlant des problématiques de coexistence internationale aussi réelles mais aussi éloignées que celles de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, la diplomatie américaine s'interdit en pratique toute marge de manœuvre pour

les traiter de façon individuelle et adaptée. Puisque dans toute « guerre » il faut choisir son camp, en désignant comme suspect de « soutien du terrorisme » tout État qui refuse de s'associer pleinement à sa « croisade », l'Amérique ostracise des sociétés qui, n'ayant souvent rien d'autre à perdre que leur fierté, risquent fort de se retrouver effectivement parmi les partisans de la violence.

« Parrains » ignorés

Enfin, dans son obsession de la recherche du « comment ? » et son traitement par des procédures exclusivement militaires de la menace, la stratégie américaine ne vise que les exécutants et non les instigateurs de la violence, elle ne s'attaque qu'aux effets et non aux causes de la problématique du terrorisme islamique. Il existe certainement des « fous d'Allah » parmi les exécutants, car pour trouver des volontaires kamikazes il faut bien faire appel à des individus fortement déstabilisés sur le plan psychologique. Mais la violence politique qui s'habille pour se légitimer des oripeaux de l'Islam des origines n'est ni un phénomène pathologique, ni une aberration de la culture musulmane. Comme toute stratégie, elle a des objectifs, des tactiques, des idéologues et des sponsors.

La personnalité, le discours et les actes des cadres identifiés de la violence salafiste indiquent sans équivoque leur appartenance collective aux Jamaa Islamiyyah, bras armé de la Confrérie des Frères Musulmans, née en Egypte dans les années 1930 et qui a essaimé depuis dans l'ensemble du monde musulman. La stratégie des Frères vise le pouvoir et pour les Jamaa il s'agit donc de provoquer par la violence une rupture historique entre les pays musulmans et les reste du monde, de les rendre haineux et haïssables, de façon à pouvoir prendre le pouvoir dans ces pays et les richesses qui y sont liées sans s'exposer à un risque d'intervention extérieure au profit des régimes en place¹. Seule organisation transnationale islamique sunnite structurée, la Confrérie a pu capitaliser depuis le début des années 1980 les ressources financières provenant de la volonté séoudienne de défendre son contrôle sur l'Islam mondial menacé par la révolution chiite iranienne, et les ressources opérationnelles militaires fournies du fait de l'instrumentalisation des mouvements fondamentalistes religieux par les services américains et occidentaux dans leur lutte contre l'URSS et les partis communistes du tiers-monde. Les Frères utilisent aujourd'hui ce capital pour s'arroger le monopole de l'interprétation coranique et pour détourner au profit de leur stratégie tout contentieux politique ou social dans les pays musulmans ou entre les pays musulmans et l'Occident. Leur activisme se décline suivant les zones au travers de mouvements associatifs et d'organisations militantes qui vont d'un prétendu quiétisme (Tabligh), au militantisme politique et social (Union des organisations islamiques) et jusqu'à la violence la plus débridée (Takfir wal Hijra, Jamaat et leurs expressions locales du Maroc aux Philippines dont al-Qaïda n'était qu'un sous-ensemble et non le chef d'orchestre).

Dans son expression militaire exclusive et ciblée sur des exécutants plus ou moins armés dont on ne retient que le comportement pathologique agressif, la « guerre à la terreur » ignore ces idéologues instigateurs de la violence et ceux qui les financent. Il n'est pas question ici du financement des actions opérationnelles qui ne coûtent pas cher et contre lequel un arsenal considérable de mesures réglementaires nationales et internationales, d'ailleurs fort peu efficaces, ont été prises. Il s'agit du financement de tout ce qui concourt à la séduction, au recrutement, à l'encadrement, à la formation, à la mise en condition des centaines de milliers de jeunes musulmans dans le monde entier parmi lesquels les Frères choisiront, le jour venu, les candidats à la violence. Tous ce parcours – qui est, lui, très coûteux – se déroule au sein d'associations, de clubs, d'écoles, de mosquées animées par des adeptes de la Confrérie avec des fonds dont on sait pertinemment qu'ils proviennent à 90% de « généreux donateurs » publics ou privés des pétromonarchies. C'est tout cet ensemble, sans lequel les opérations de New York, Madrid, Londres, Bali, Casablanca n'auraient pu même être envisagées, que la « guerre à la

¹ Voir du même auteur sur le site de l'ESISC « L'association des Frères Musulmans, chronique d'une barbarie annoncée »

terreur » évacue. Dans son audition publique devant le Sénat des Etats Unis le 8 novembre 2005, le rapporteur du Département du Trésor déplorait que, plus de quatre ans après le 11 septembre, de nombreux donateurs séoudiens continuaient d'alimenter de façon conséquente les infrastructures idéologiques et opérationnelles de la mouvance fondamentaliste violente. Cette affirmation clinique d'un bureaucrate peu suspect d'esprit polémique n'a été ni reprise ni commentée par la presse occidentale et n'a été suivie d'aucune mesure concrète de la part des cadres et décideurs de la lutte anti-terroriste ou des diplomates.

D'aucuns croient voir dans ces incohérences la marque de la duplicité d'un gouvernement américain qui n'hésiterait pas à sacrifier son intérêt collectif aux impératifs de sa relation privilégiée avec les monarchies du Golfe, garante de sa domination énergétique. Mais il est patent qu'un calcul aussi machiavélique au profit de quelques nantis, si retors soient-ils, n'est pas concevable sur une longue période dans une démocratie. L'histoire des Etats Unis démontre que, si tel avait été le cas, quelqu'un serait déjà sorti du système pour le dénoncer avec le soutien actif de médias en permanence à l'affût du « scoop » que peut constituer un faux pas de l'exécutif. En fait, ces incohérences sont la conséquence logique de la conception d'une « guerre » de type conventionnel contre un adversaire dont on a exagéré surévalué les capacités militaires pour justifier ses propres défaites initiales.

Succès ambigus d'une stratégie inadaptée

Il est clair qu'il était difficile d'expliquer au contribuable américain moyen que, malgré les milliards de dollars investis dans le plus puissant système de défense jamais conçu, une poignée d'énergumènes fanatisés avaient pu semer de façon massive la mort et la destruction en quelques minutes sur le territoire même des Etats Unis. Comme il est d'usage en ce genre de circonstance, on a fait payer aux services de renseignement, en termes d'image, l'imprévision de la catastrophe. Mais, puisqu'on les mettait ainsi en cause, c'est qu'on reconnaissait implicitement que la prévention de cette catastrophe relevait de leur compétence et il aurait alors été avisé de repenser ce système de défense pour l'adapter à un monde où les menaces stratégiques sont devenues plus criminelles que militaires (terrorisme, trafics, blanchiment, espionnage industriel). Au lieu de quoi, l'exécutif américain a opté pour le développement et l'intensification d'un traitement militaire sophistiqué qui, ne pouvant pour cause d'inadaptation trouver sa cible, mais soumis à une obligation de résultat, s'exerce de façon indiscriminée sur tout ce qui paraît suspect ou étrange à la culture sécuritaire nord américaine avec, pour conséquence, l'émergence de nouvelles haines, de nouveaux contentieux et de nouveaux conflits.

Le bilan peut ne pas apparaître comme entièrement négatif pour la diplomatie et la politique de dominance de l'exécutif US. Sur le plan interne, les contraintes liées à la « guerre à la terreur » ont permis aux autorités fédérales de resserrer leur contrôle sur les Etats de l'Union et de sensibiliser l'ensemble des citoyens à des problèmes de sécurité auxquels ils étaient peu attentifs pour cause « d'insularité » de leur territoire sanctuarisé du fait de son éloignement des zones de conflit de la « vieille Europe » et du Moyen Orient. Toutefois ce résultat n'a été obtenu qu'au prix d'entorses graves aux principes de transparence et de respect des libertés publiques qui sont l'essence traditionnelle de la démocratie américaine. Plutôt que de sanctuariser le pays, on l'a « bunkérisé » au risque de provoquer une réaction de rejet qui le rendra encore plus vulnérable aux attaques stratégiques non militaires.

En termes de politique extérieure, les résultats paraissent à première vue appréciables. La « guerre à la terreur » a permis à Washington, chacun étant sommé de « choisir son camp », de mobiliser ses alliés et de déconsidérer les adversaires de sa politique. Aux « amis » enrôlés dans la guerre on a pu imposer une normalisation et une unification des procédures militaires et sécuritaires qui s'étend jusqu'à la présentation des passeports et la mise en place d'une liste planétaire partagée des « suspects » par ailleurs d'autant plus inefficace que l'onomastique arabe est mal fixée et incertaine.... Face au consensus, les partenaires les plus réticents comme la France et l'Allemagne – qui avaient, au moins jusqu'à fin 2002, émis des réserves sur la validité du concept et fait valoir leurs propres résultats obtenus par des approches sans doute plus fines et

plus adaptées – se sont retrouvés contraints à « rentrer dans le rang » et, pour se faire pardonner, à donner des gages de soumission, voire de servilité. La plupart des régimes arabes, culpabilisés par les manifestations un peu trop bruyantes de joie avec lesquelles leurs opinions publiques avaient salué les exploits de Ben Laden, se sont retrouvés dans l’incapacité de discuter les options de la politique US dans leur propre zone. Les uns et les autres se sont donc soumis, parfois dans une rancœur qui n’est jamais le gage de solidité d’une alliance. L’ONU, bête noire de la diplomatie US en ce qu’elle met les États sur un pied d’égalité et dénie le privilège d’hyperpuissance, s’est trouvée totalement désemparée par une problématique qui n’implique les autorités étatiques que de façon très indirecte. Conçue pour harmoniser les relations entre États souverains et reconnus, l’organisation internationale n’a guère de prise sur les problèmes causés par des organisations transnationales criminelles et plus ou moins clandestines. Il a donc été facile de la marginaliser et - puisque contexte de « guerre » il y a - la remplacer par l’OTAN, organisation militaire sous hégémonie US indiscutée. Ce principe étant acquis, c’est naturellement à l’OTAN qu’on fera ensuite appel dans des conjonctures mettant aux prises des États et où l’ONU aurait eu pleine compétence pour intervenir (Afghanistan, Liban, Asie Centrale, Caucase). Mais le problème est, là aussi, que l’OTAN est organisé pour traiter militairement et politiquement de problématiques d’États et d’armées constituées en position d’affrontement ouvert ou larvé et non des activités de groupes criminels plus ou moins structurés. Son efficacité en matière de lutte anti-terroriste reste à démontrer.

La « mère » de tous les conflits ?

Cinq ans après son déclenchement, la « guerre à la terreur » offre un bilan contrasté mais peu convaincant. La Somalie, l’Afghanistan, l’Irak et maintenant le Liban sont des champs de ruines humaines et matérielles où les « terroristes » et, en tous cas, les fondamentalistes violents sont plus que jamais présents. Même si les services pakistanais ont entrepris, contre quelques indulgences politiques et financières, de « revendre la Qaïda par appartements » aux autorités américaines, Ben Laden et Mollah Omar courent toujours. Depuis son repaire mystérieusement introuvable, Ayman Zawahiri, Frère Musulman historique libéré des prisons égyptiennes à l’insistante requête d’associations humanitaires US, véritable chef de la Qaïda et tête pensante des attentats du 11/09, continue de vitupérer l’Amérique et d’édicter des « fatwas » vengeresses contre les Occidentaux, « les Juifs et les Croisés ». Tous les quatre ou cinq mois, soit le temps de rémanence de l’information dans les médias occidentaux, les Jamaa Islamiyyah ou leurs émanations locales « franchisées » commettent un attentat spectaculaire et sanglant tantôt en Occident ou assimilé (Madrid, Londres, Bombay, etc.), tantôt dans le monde musulman (Karachi, Bali, Casablanca, etc.), se rappelant ainsi au bon souvenir de tous en augmentant ainsi leur influence et leur aura.

En amalgamant son intervention en Irak à la « guerre à la terreur », en écrasant sans grande gloire l’armée de Saddam Hussein, les Etats Unis ont administré pour la seconde fois en dix ans la preuve définitive qu’il était vain de vouloir défier l’Occident sur son propre terrain avec ses propres armes. Mais, revers de la médaille et illustration des sombres prophéties de Saddam Hussein au sujet de la « mère de toutes les batailles », ils ont également mis en lumière que seul le terrorisme à grande échelle est capable de les atteindre. La leçon ne peut manquer d’être méditée par tous ceux, États, organisations politiques ou bandes armées qui ont, ou pensent avoir, un contentieux à régler avec l’Amérique et ses alliés occidentaux. Inéluctablement, et parce qu’elle s’est engagée imprudemment et de façon coûteuse en termes humains, financiers et d’image dans une *terra incognita* militaire, politique, diplomatique et stratégique sans en maîtriser toutes les données, l’armée américaine quittera l’Irak à court ou moyen terme en laissant derrière elle – comme au Cambodge, comme en Somalie, comme en Afghanistan - une « zone grise » ruinée, privée de cadres sociétaux, livrée aux appétits de potentats locaux, chefs de guerre et aventuriers illuminés. Les Jamaa y trouveront la base territoriale et la main d’œuvre nécessaires aux nouvelles attaques terroristes contre les « infidèles » qui fondent leur existence.

Tous ceux qui ont eu à en traiter savent que la lutte anti-terroriste ne relève pas des lois de la guerre et d'un traitement militaire mais d'un traitement multiforme usant des techniques du renseignement, des opérations préventives clandestines, de l'ingérence politique, de l'investigation policière, de mesures conservatoires et répressives judiciaires. Elle passe aussi par une meilleure compréhension et un traitement des contentieux sociaux, culturels, économiques qui peuvent opposer des sociétés du Tiers Monde à l'Occident et à des régimes locaux rarement vertueux que l'Occident soutient le plus souvent par un souci de « stabilité régionale », souci que l'extension de la violence fondamentaliste rend bien illusoire.

Dans ces conditions, il apparaît que l'indispensable lutte contre l'activisme islamiste violent ne peut être, certes, que collective et globale, mais non subordonnée aux seuls impératifs géostratégiques ou vengeurs d'un État donné. Faute d'y perdre sa légitimité et surtout son efficacité, elle ne peut servir de prétexte à régler d'autres types de conflits, à conforter des régimes alliés ou détruire des régimes adverses souvent aussi peu respectables les uns que les autres. Au delà des nécessaires mesures de réaction et d'urgence, elle ne saurait être uniquement réactive. Pour déceler et neutraliser « l'imprévisible », elle doit être proactive, située très en amont de l'acte de violence lui-même, au stade du recrutement, de la prise en mains des exécutants, de la formation, du financement, de la constitution des réseaux de solidarité. Elle implique une connaissance approfondie du phénomène activiste, de sa culture et de ses acteurs afin que les inévitables « procès d'intention » que suppose la prévention – qui se situe par définition avant l'exécution de l'acte violent – s'exercent contre des cibles justifiées et ne s'analysent pas en procès global de l'Islam, des Arabes, des Musulmans, objectif justement recherché par les activistes dans un cycle terroriste classique de « provocation-répression » que la « War on terror », qui apparaît de plus en plus comme « une croisade sans fin », illustre malheureusement à la perfection.